

Questions orales

et que l'Alberta Energy Resources Conservation Board n'a formulé aucune observation de ce genre. Les chiffres qu'il a cités sont extraits de l'étude du Stanford Research Institute qui, bien entendu, sont contestés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'industrie.

M. l'Orateur: A l'ordre. La présidence autorisera le député à poser une question supplémentaire puis, avant d'en entendre d'autres, et notamment celles du député de Qu'Appelle-Moose Mountain, du député de Calgary-Nord et d'autres, je donnerai la parole au député de Richmond. Pour le moment, nous écouterons la question supplémentaire du député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles.

M. Douglas: Étant donné que le parti libéral gouverne maintenant depuis dix ans...

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Douglas: ... et étant donné que depuis lors nous attendons une politique nationale de l'énergie, le ministre peut-il assurer à la Chambre que nous aurons une telle politique avant l'épuisement de nos ressources en énergie?

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: A l'ordre, à l'ordre, je vous prie. Le député de Richmond a la parole.

* * *

L'AGRICULTURE

LES GRAINS DE PROVENDE—L'ANNONCE DE LA NOUVELLE POLITIQUE—POUR PARLER AVEC DES ORGANISMES AGRICOLES DE L'EST DU PAYS

[Français]

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Monsieur le président, j'aimerais poser une question à l'honorable ministre de l'Agriculture.

Étant donné qu'il a déclaré à la Chambre, vers la mi-février, qu'il était à élaborer une nouvelle politique relative au prix des grains de provende dans l'est du Canada, peut-il dire si, effectivement, il a été fait quelque chose à ce sujet? Dans l'affirmative, quand cette nouvelle politique sera-t-elle annoncée?

[Traduction]

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, d'après le discours du trône, ce serait avant la nouvelle campagne. Nous nous en occupons et nous comptons même l'annoncer plus tôt. C'est un projet mené conjointement avec le ministre chargé de la Commission du blé. Il n'est pas facile d'élaborer une politique qui conviendra aux usagers de céréales fourragères, où qu'ils soient au Canada.

[M. Macdonald (Rosedale).]

[Français]

M. André Fortin (Lotbinière): Je désire poser une question supplémentaire, monsieur le président.

L'honorable ministre de l'Agriculture dit que cette nouvelle politique est élaborée en collaboration avec la Commission canadienne du blé. Peut-il dire si elle est aussi élaborée par consultation avec des organismes de l'est du pays?

[Traduction]

M. Whelan: Bien sûr que oui, monsieur l'Orateur.

* * *

L'ÉNERGIE

LA POLITIQUE NATIONALE—L'ANNONCE ET LA COMMUNICATION DE LA POLITIQUE AMÉRICAINE

L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse de nouveau au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. D'après ses réponses au chef de l'opposition, j'ai décelé qu'il était en excellent rapports avec les premiers ministres de l'Ontario et de l'Alberta pour ce qui est de la planification de cette politique conjointe. Est-ce que les premiers ministres de l'Alberta et de l'Ontario sont d'accord avec la position prise par le ministre à savoir que le Canada ne doit pas annoncer sa politique nationale de l'énergie avant que les Américains n'aient fait connaître la leur?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas débattu cette question en particulier avec les deux premiers ministres. Je suis heureux toutefois que le premier ministre Davis m'accorde son appui. Puis-je souligner au député de Nanaïmo-Cowichan-Les îles que nous avons une politique depuis dix ans?

• (1440)

Des voix: Oh, oh!

M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain): Monsieur l'Orateur, permettez que je me reprenne. Je veux que le ministre nous dise que le gouvernement n'a pas l'intention d'annoncer sa politique nationale de l'énergie avant que les Américains n'aient fait connaître la leur.

M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, au comité j'ai bien dit au député, et je viens d'ailleurs de le répéter à son chef, que le gouvernement fédéral n'a pas l'intention d'annoncer unilatéralement une politique nationale de l'énergie. Nous avons l'intention de soumettre ces études au public, au Parlement et aux gouvernements provinciaux et d'arriver à notre but moyennant un consensus. Je ne sais pas au juste si le président Nixon sera prêt à faire connaître sa politique, mais je sais que nos études seront bientôt au point. Ensuite, ce sera l'appareil politique canadien qui décidera des changements qu'il y a lieu d'apporter à la politique de l'énergie en vigueur dans notre pays depuis la Commission Borden.